

# Transitions socioécologiques et milieux de vie

Entre expérimentation, politisation et institutionnalisation

SOUS LA DIRECTION DE  
SOPHIE L. VAN NESTE, PATRICE MELÉ ET CORINNE LARRUE



# Table des matières

INTRODUCTION	
<b>Des expérimentations dans les milieux de vie</b>	5
Sophie L. Van Neste, René Audet, Corinne Larrue et Patrice Melé	
CHAPITRE 1	
<b>Actions, engagement et transition dans le domaine des déchets</b>	29
Claudia Cirelli et Patrice Melé	
CHAPITRE 2	
<b>Le pouvoir d'agir citoyen par l'expérimentation</b>	49
René Audet, Mélissa Le Guerrier, Mathilde Manon, Ian Segers et Camille Butzbach	
CHAPITRE 3	
<b>L'expérimentation infrastructurelle des ruelles bleues-vertes : utopies et tensions de répétabilité</b>	65
Élie Jalbert, Sophie L. Van Neste et Kregg Hetherington	
CHAPITRE 4	
<b>La gestion territoriale des inondations</b>	85
Corinne Larrue	
CHAPITRE 5	
<b>De l'expérimentation à l'institutionnalisation : la prévention des déchets en France</b>	103
Victor Bailly, Rémi Barbier et François-Joseph Daniel	
CHAPITRE 6	
<b>Les centrales villageoises photovoltaïques : expériences citoyennes de transition énergétique en France</b>	121
Antoine Fontaine	

CHAPITRE 7	
<b>Expérimentations encadrées et processus de démocratisation</b>	139
Rémi Eliçabe, Amandine Guilbert et Yannis Lemery	
CHAPITRE 8	
<b>Jardiner dans les interstices de la ville</b>	159
Laurence Bherer et Geneviève Cloutier	
CONCLUSION	
<b>Entre politisation et institutionnalisation : quelle est la portée des expérimentations de transitions ?</b>	177
Corinne Larrue, Patrice Melé, Sophie L. Van Neste et Rémi Barbier	
<b>Références</b>	203
<b>Biographie des auteurs</b>	215

## Biographie des auteurs

**Corinne Larrue**, professeure émérite des universités à l'École d'urbanisme de Paris de l'Université Paris-Est Créteil et membre du Lab'urba, travaille sur les processus de mise en œuvre des politiques environnementales en France et en Europe, à différentes échelles. Ses derniers travaux portent sur les politiques de gestion des risques inondations.

**Patrice Melé**, géographe, professeur des universités, UMR CITERES, Université de Tours, CNRS, membre de l'IUF, travaille sur le rôle des conflits de proximité, les relations entre conflits et participation, et les nouvelles formes d'engagement des individus et des collectifs liées à la diffusion du patrimoine et de l'environnement comme valeurs et cadres d'action.

**Sophie L. Van Neste** est professeure au Centre Urbanisation Culture Société de l'INRS (Montréal) et titulaire de la chaire de recherche du Canada en action climatique urbaine. Elle mène des recherches sur l'action collective, l'engagement citoyen et les transformations de la gouvernance urbaine et des infrastructures face aux changements climatiques.

**René Audet**, sociologue, est professeur au Département de stratégie, responsabilité sociale et environnementale de l'UQAM et titulaire de la chaire de recherche sur la transition écologique de l'UQAM. Ses travaux portent sur l'analyse du discours environnemental et sur les mobilisations et les expérimentations citoyennes pour la transition écologique.

**Rémi Barbier** est professeur de sociologie et gestion de l'environnement à l'École Nationale du Génie de l'Eau et de l'Environnement de Strasbourg (ENGEES). Ses recherches portent sur les enjeux institutionnels, démocratiques et épistémiques des politiques territoriales de l'environnement, principalement dans les domaines de l'eau et des déchets.

**Victor Bailly** est sociologue. Il a réalisé des travaux sur les innovations sociales dans les politiques de gestion des déchets en France et travaille désormais dans le secteur de l'économie sociale et solidaire.

**Laurence Bherer**, politiste, est professeure titulaire au Département de science politique et directrice du Centre de recherche sur les politiques et le développement social (CPDS) de l'Université de Montréal. Ses travaux portent sur la démocratie participative et l'engagement politique.

**Claudia Cirelli** est anthropologue et géographe, chercheuse de l'UMR CITERES, Université de Tours, CNRS. Ses travaux portent sur les effets sociaux et spatiaux de la mise en œuvre des politiques environnementales, en particulier dans le domaine de la gestion des déchets et de l'eau.

**Geneviève Cloutier** est professeure à l'École d'aménagement du territoire et de développement régional et directrice du Centre de recherche en aménagement et développement de l'Université Laval (Québec). Ses travaux portent sur l'évolution de l'action publique, de la participation et de l'action collective en aménagement et en urbanisme.

**François-Joseph Daniel** est sociologue, maître de conférences à l'École Nationale du Génie de l'Eau et de l'Environnement de Strasbourg (ENGEES). Il mène des recherches sur le rôle de la gestion et des innovations dans la régulation des problèmes environnementaux. Il travaille plus particulièrement sur la gestion des déchets et des nuisances odorantes.

**Rémi Elicabe**, **Amandine Guilbert** et **Yannis Lemery** sont sociologues au Groupe Recherche ACTION (GRAC). Depuis 2007, l'axe principal de leurs recherches consiste à explorer la dimension politique de la transition écologique par la mise au jour de nouvelles modalités d'habiter et de faire collectif en contexte urbain.

**Antoine Fontaine** est chargé de recherche en géographie au CNRS, rattaché au laboratoire Environnement Ville Société à Lyon. Ses recherches portent sur le développement des énergies renouvelables et de récupération et sur les mutations sociales et spatiales induites.

**Kregg Hetherington** est anthropologue, professeur titulaire au Département d'anthropologie et de sociologie (Université Concordia, Montréal). Ses travaux portent notamment sur les infrastructures et la place nouvelle de l'eau en ville.

**Élie Jalbert** est doctorant en anthropologie à l'Université Concordia de Montréal. Il s'intéresse aux politiques du savoir, aux modes de planification et d'action collective et aux rapports entre l'infrastructure et l'environnement.

## INTRODUCTION

# Des expérimentations dans les milieux de vie

*Sophie L. Van Neste, René Audet, Corinne Larrue  
et Patrice Melé*

Les crises écologiques et climatiques semblent engendrer la multiplication d'initiatives à visées plus ou moins transformatrices qui se réclament d'une transition socioécologique, ou sociétale. Le terme « transition » renvoie aux transformations nécessaires pour opérer une rupture dans la tendance actuelle aux fortes émissions carbone et à la dégradation des conditions de vie sur Terre, pour s'adapter aux changements climatiques et soutenir un avenir viable pour tous.

Ces transformations plutôt importantes sont intimement liées à des pratiques quotidiennes et à des manières d'habiter dans les territoires. C'est d'ailleurs autour de ces pratiques quotidiennes de relocalisation et de transformation des modes d'habiter que s'était construit le mouvement « Villes en transition », qui a popularisé le terme. Très tôt, la question de la politisation des initiatives de transition s'est posée (Chatterton et Cutler, 2013). Les initiatives locales sont-elles résolument apolitiques ? Évitent-elles toujours le conflit ? Comment construisent-elles un autre monde ? Ces initiatives perdent-elles de vue les structures de production et d'extraction, les normes sociales de consommation et les formes de concentration de pouvoir, d'exclusion et d'oppression qu'elles peuvent réduire ou au contraire renforcer ? Quinze ans plus tard, où en sommes-nous dans ces initiatives locales ? C'est sur la transformation et la politisation des pratiques du quotidien et de l'habiter que nous mettons l'accent dans cet ouvrage.

Depuis Rob Hopkins et ses critiques, la mobilisation écologiste semble s'être radicalisée sur le plan tant des tactiques (plus antagonistes et perturbatrices) que des horizons politiques (Moor *et al.*, 2020 ; Robinson, 2020). Un camp de plus en plus visible affirme nettement qu'il n'y a pas de résolution possible de la crise écologique sans une transformation profonde de la société dans ses structures économiques, politiques et sociales. Pour Colin Robineau (2020), on verrait à la fois une radicalisation des militants écologistes et une écologisation des militants radicaux issus des mouvements sociaux de gauche qui ne croient pas à l'idée des petits gestes et des petits pas, et qui souhaitent une rupture avec l'ordre établi.

Toutefois, comme on assiste à cet écologisme politique, avec des mobilisations et des expérimentations plus perturbatrices, comme à Notre-Dame-des-Landes, il y a toujours en parallèle un mouvement d'initiatives et d'expérimentations citoyennes se présentant comme une autre voie d'engagement politique, éloignée de la confrontation. De plus, les pouvoirs publics expérimentent aussi à l'échelle des milieux de vie pour la transition, parfois en collaboration ou en cooptation d'initiatives citoyennes. Les expérimentations citoyennes du quotidien, qui se situent entre les deux pôles des démarches résolument politisées comme celles des zones à défendre, et les initiatives tout à fait institutionnelles des pouvoirs publics sont courantes et communes, et pourtant encore peu mise en question par les chercheurs. Produisent-elles du politique et de la politisation chez leurs porteurs et dans leur milieu ? Quelles dynamiques d'action collective entraînent-elles ?

Actuellement, le discours de la transition écologique appuie une foule d'objectifs et de questionnements qui paraissent contradictoires. Cela va d'une rhétorique institutionnelle reprenant les positionnements normatifs largement épuisés du développement durable (Boissonnade, 2015 ; Désobéissance Écolo Paris, 2020) au discours parfois localiste, parfois technophile, des mouvements écologistes, en passant par l'émergence d'un véritable langage scientifique sur ce que signifie « passer d'un stade à un autre ». Pour certains, notamment au Québec, le terme « transition écologique » a semblé favoriser une vision moins réductrice du changement social que des politiques climatiques réduites à la simple logique de calcul des émissions carbone, en promouvant une vision plus holistique des enjeux. Toutefois, le terme évolue avec son appropriation et son association avec certains acteurs – qu'ils soient de l'État ou du monde écono-



mique. De plus, comme le *Manuel de transition* (Hopkins, 2010), les premiers grands écrits sur la transition dans le champ académique ont aussi été critiqués pour leur évitement du politique, des conflits et des déséquilibres de pouvoir. Certains lui préfèrent la notion de transformation, indiquant la profondeur des changements à opérer et l'importance de déborder d'une approche sectorielle de transition avec des systèmes sociotechniques considérés de manière isolée (et souvent technique !), bien que les deux termes soient couramment utilisés de manière interchangeable (Hölscher, Wittmayer et Loorbach, 2018). Dans le cadre de ce livre, nous privilégions la perspective des groupes mobilisés dans leur milieu de vie et abordons leur vision de la transition et des actes politiques pour la transition à partir de leurs pratiques et de leurs motivations.

Ces initiatives diverses partagent néanmoins le même lexique : transformation, reconversion, adaptation, résilience, expérimentation. Pour ceux qui s'intéressent au changement social, ce dernier terme a quelque chose de fascinant. Prenant acte de la complexité du « pilotage » du changement à grande échelle, l'expérimentation en appelle à une méthode commune : essayer quelque chose, évaluer ses répercussions et en débattre, puis améliorer et réessayer ailleurs. Entre expérimenter une nouvelle politique publique ou expérimenter un nouveau jardin dans son quartier, l'important est surtout d'apprendre sur les tactiques, les modalités et les contraintes du changement social. Dans la transition socioécologique, les modes d'action varient, mais certains témoignent plus que d'autres d'une ouverture à de nouvelles solutions. L'expérimentation est de ceux-là. D'où l'intérêt que nous portons, dans ce livre, à ce concept.

Et nous ne sommes pas les seuls. Plusieurs auteurs ont tenté de construire des typologies des expérimentations de transition (Sengers *et al.*, 2016) ou des liens entre action climatique, transition et expérimentation (Bulkeley, Castán Broto et Edwards, 2014; Villalba et Melin, 2022). Cependant, l'ancrage de l'expérimentation dans des contextes situés d'action collective est encore peu exploré, tout comme les subjectivités politiques créées par une politique du faire et des pratiques d'habiter (Audet, Segers et Manon, 2019; Cloutier, Papin et Bizier, 2018; Chatterton, 2006). Il s'agit donc pour nous d'étudier des expériences menées par des collectifs (au sens large de groupes mobilisés) qui ont pour objectif de se saisir et, dans certains cas, de constituer, de transformer ou de se réapproprier des milieux de vie et de rendre possibles des changements de

pratiques et de modes de vie. Nous nous intéressons ainsi aux expérimentations du quotidien, qui touchent à l'alimentation, à l'habitation, à la mobilité et au chauffage. Par exemple, il s'agit de groupes citoyens qui réaménagent leur ruelle, créent un réseau d'approvisionnement zéro déchet, ou s'organisent en collectif pour l'installation de panneaux solaires dans leur quartier. Ce sont des initiatives et projets-pilotes à l'échelle microlocale ou du quartier, qui visent parfois à faire des petits, et qui construisent de nouvelles relations entre acteurs, entre échelles et entre humains et non-humains (Hache, 2019; Schlosberg et Coles, 2019). Ce sont aussi des expérimentations à cause de leur intention, par essais-erreurs, de transformer les pratiques dominantes et dans certains cas, les régimes de politiques publiques. Ces actions collectives peuvent être analysées à partir de leurs effets et conséquences sur ces pratiques et régimes dominants, ce qui conduit à affronter la question de leur diffusion, leur répliquabilité ou leur passage à l'échelle, pour reprendre les termes des acteurs institutionnels.

Dans les mouvements écologistes, l'attrait des options écologiques locales et du *small is beautiful* n'est pas nouveau. L'opposition aux processus de modernisation écologique des États dans les années 1970 mettait déjà en avant une peur de la centralisation des pouvoirs, de la domination des techniques et des forces du marché sur les milieux locaux, les droits démocratiques et la nature (Hajer, 1995). Dans les interprétations plus positives de la modernisation écologique, on mettait l'accent sur la capacité de nos institutions et entreprises à « apprendre », et ainsi à adopter et à ajuster des limites écologiques à la croissance (Hajer, 1995; Audet, 2015). Toutefois, l'attrait des expérimentations localisées semble répondre à un sentiment d'échec face à la capacité des grandes institutions à apprendre pour trouver des solutions transversales. Le bricolage et l'apprentissage surgissent alors au sein de la société civile et du monde associatif, dans des cadres plus situés et des espaces plus libres, à la marge des grands réseaux et des institutions trop lourdes ou inadaptées.

Dans cet ouvrage, nous souhaitons interroger la transition par des pratiques concrètes d'expérimentation dans les « milieux de vie », c'est-à-dire dans la proximité et le quotidien des gens. Nous parlerons des parcours citoyens de bricolage et de mobilisation pour soutenir de nouvelles pratiques et infrastructures du quotidien. Les travaux réunis s'intéressent aux modalités d'émergence locale et de conduite de telles expérimenta-

tions, mais aussi aux frictions, aux tensions et aux interstices (Eliçabe, Guilbert et Lemery, 2020) créés par leurs ambitions transformatrices. Quel rapport au politique et aux institutions ces frictions et tensions produisent-elles ?

### **Différentes approches sur l'expérimentation**

Avant d'aborder ces questions de politisation, il nous faut situer notre intervention. Le choix de se réunir intellectuellement autour d'expérimentations ne signifie pas que nous avons une vision théorique unique sur ce qu'elles représentent et sur la manière dont on peut les appréhender comme chercheurs. Le pari mis en avant dans l'ouvrage est plutôt d'assumer et de faire dialoguer différentes postures théoriques et épistémologiques sur les expérimentations et leur rapport à la transition. Nous présentons ici différents écrits qui mobilisent particulièrement la notion d'expérimentation dans une perspective de transition, et que nous sollicitons dans les chapitres de l'ouvrage. Sans pouvoir être exhaustifs, nous nous penchons sur ce qui a été publié dans le champ académique des *sustainability transitions* (les expérimentations de transition), de la gouvernance urbaine climatique, et enfin des expérimentations citoyennes ordinaires pour un environnementalisme du quotidien. Ces trois approches illustrent différentes positions entre une vision ascendante ou descendante de l'expérimentation pour la transition. Si dans certains chapitres les auteurs sont plus près du vocabulaire du champ spécifique de la transition, d'autres adoptent plutôt le vocabulaire de l'action collective et de l'engagement politique, ou encore de l'action publique en transformation. Après cette revue des écrits, nous définissons ce qu'est l'expérimentation pour nous, avec deux questions qui permettent d'avoir un regard transversal sur les cas étudiés dans ce livre, soit la question de la politisation des individus et des collectifs qui portent ces expérimentations, ainsi que la question de la pérennisation et de l'institutionnalisation de celles-ci.

#### ***Les expérimentations de transition***

Le champ académique des *sustainability transitions* est celui qui emploie le plus le vocabulaire de la transition pour développer à la fois un cadre d'analyse et des méthodes d'intervention. Sur la base d'une revue de la

littérature, Frans Sengers, Anna J. Wieczorek et Rob Raven proposaient récemment (2019) une définition synthétique de l'expérimentation : « une initiative inclusive (en termes de participants) ancrée dans des pratiques visant à promouvoir des innovations systémiques et à défier la persistance d'inerties sociétales par l'apprentissage social, dans des conditions d'incertitude et d'ambiguïté » (traduction libre, p. 10). Cet effort de synthèse permet en quelque sorte de pallier un enjeu de cohésion des *sustainability transitions* : bien que la notion d'expérimentation soit pratiquement généralisée dans ce champ, sa signification n'en est pas moins polysémique. En effet, selon que les auteurs s'inscrivent dans l'une ou l'autre des approches théoriques et méthodologiques – la perspective multiniveau, la gestion des transitions ou l'innovation sociale transformatrice –, on conçoit l'expérimentation différemment, tant en matière de processus plus ou moins pilotables que de contenu plus ou moins en rupture avec les schémas dominants.

D'abord, dans le cadre de la perspective multiniveau, on appréhende l'expérimentation comme une activité de « niche », c'est-à-dire qu'elle se réaliserait dans des espaces protégés du marché et des pressions des régimes dominants. Les innovations issues de ces niches sont appelées, sous certaines conditions, à influencer les régimes sociotechniques, soit les configurations de règles, de pratiques, de technologies et d'acteurs qui régulent les grands domaines de l'activité humaine (Kemp, Schot et Hoogma, 1998). L'expérimentation ainsi conçue comme un processus de changement sociotechnique conserve un fort ancrage dans les études sur l'innovation technologique ; elle n'est pas si loin du processus de recherche et de développement et de l'idée des « chaînes d'innovation » d'où émergent aujourd'hui les technologies vertes (Audet, 2015). Le « social » du socio-technique désigne en quelque sorte le milieu dans lequel se produisent l'expérimentation et l'innovation, soit des éléments pouvant soutenir ou contraindre les transformations sociotechniques, elles-mêmes imbriquées dans des relations de production ou de consommation : l'inertie et la recomposition des intérêts, des imaginaires, des normes sociales et professionnelles, etc.

Ensuite, on comprend aussi l'expérimentation comme un outil ou une étape dans l'approche de la gestion de la transition (*transition management*, Loorbach et Rotmans, 2010). Fondée sur un modèle de recherche-action qui organise en « cycle » les différentes étapes de la gestion des

transitions, cette approche a pour objectif d'influencer et de diriger les transitions vers la durabilité (Audet, 2015). Ce cycle comprend une dimension substantielle et une dimension processuelle. La dimension substantielle implique l'engagement normatif de collectifs d'acteurs envers des changements structureaux visant la « durabilité » et propose de coproduire une « vision » de la transition à partir d'exercices prospectifs et participatifs. La dimension processuelle représente en quelque sorte le mode d'emploi : considérant les principes de la théorie des systèmes complexes et de la gouvernance réflexive, la gestion des transitions propose de réunir des acteurs de changement au sein d'une « arène de transition » ; cette dernière organisera le développement des éléments substantifs et supervisera la coproduction de la vision et de ses déclinaisons en objectifs plus précis, d'où seront tirées des idées de projets, de démonstrateurs et d'expérimentation. En ce sens, l'expérimentation de transition est une composante d'un cycle plus large, appuyé par des acteurs de la recherche, et qui mène ultimement à évaluer les apprentissages effectués sur le changement dans un monde complexe (Luederitz *et al.*, 2017). À Montréal, on a mis en place un tel dispositif dans les ruelles, où des habitants ont participé au développement d'une vision de transition socioécologique pour leur milieu de vie, qu'ils s'activent à mettre en œuvre (Audet, Segers et Manon, 2019 ; Audet *et al.*, dans cet ouvrage).

Une troisième approche, enfin, a émergé au sein du champ des *sustainability transitions* qui adopte une perspective plus critique et plus politique de l'expérimentation. Contestant notamment l'absence de prise en compte des inégalités de pouvoir et du conflit dans la perspective multiniveau et dans la gestion des transitions (Avelino et Wittmayer, 2016), on met l'accent sur les expérimentations qui émergent des dynamiques locales, de l'innovation sociale portée par des collectifs citoyens ou *grass-roots*, et qui s'opposent bien souvent aux normes et aux acteurs dominants (Seyfang et Smith, 2007). Si cette approche éclaire mieux les phénomènes d'apprentissage social et d'augmentation du pouvoir d'agir des participants, mais s'intéresse peu aux aspects technologiques (Sengers, Wiczorek et Raven, 2019 ; Avelino et Wittmayer, 2016), elle ne propose pas moins une analyse des changements sociaux structureaux que l'expérimentation et l'innovation sociale peuvent générer en faveur de la durabilité (Pel *et al.*, 2020).

Pionnier dans la réflexion sur les transitions écologiques et l'expérimentation, le champ des *sustainability transitions* a traditionnellement porté sur la conceptualisation d'évolutions sociotechniques majeures et sur les manières de piloter des transitions souhaitables. Qu'elle soit pensée comme un espace de créativité protégé (une niche) ou comme une étape d'un cycle menant à l'apprentissage, l'expérimentation participe toujours de cette ambition de délibérément prévoir, planifier ou même diriger le passage à la durabilité dans les grands systèmes sociotechniques. Si l'approche *grassroots* abordée plus haut a contribué à remettre en cause cette grande ambition, certains considèrent que le caractère désordonné, décousu et conflictuel du changement social continue de défier les schémas d'analyse très opérationnels de la perspective multiniveaux et de la gestion des transitions (Meadowcroft, 2009).

Le cadre théorique des *sustainability transitions*, notamment l'angle de la gestion de la transition, a reçu deux autres critiques. D'abord, il n'accorderait pas assez de poids aux pratiques sociales du quotidien et à leurs transformations (Shove et Walker, 2010). Ensuite, il serait sous-explicite sur la géographie et l'ancrage spatial des expérimentations et processus de transition (Hodson et Marvin, 2010). Les écrits présentés dans les pages suivantes répondent en partie à ces enjeux.

### ***Les expérimentations de gouvernance climatique***

Dans le champ de la géographie et des études urbaines, mais également des sciences politiques, l'expérimentation est abordée comme une manière, pour les autorités municipales et les acteurs urbains (et, nous pourrions argumenter, pour l'État plus largement), d'agir et de gouverner face aux changements climatiques. La littérature sur les expérimentations de gouvernance urbaine climatique soutient d'ailleurs que l'action climatique des villes réside davantage dans l'expérimentation que dans les politiques et programmes climatiques transversaux (Bulkeley, Castán Broto et Edwards, 2014; Karvonen et Van Heur, 2014). Cela est dû au fait que les villes fonctionnent dans un contexte où leur autorité, autant à l'échelle globale que locale, est de plus en plus diffuse, alors que les défis de guidage et de coordination de l'action d'une multitude d'acteurs à différentes échelles s'avèrent extrêmement complexes. Dans ce contexte, les expérimentations de gouvernance climatique permettraient de constituer de nouveaux agencements d'acteurs (publics,

privés, citoyens) et d'instruments (programmes, accompagnement technique, mise en réseau) dans des espaces politiques novateurs, hors des silos des institutions (Karvonen et Van Heur, 2014), comme les *living labs* urbains et les nombreux projets-pilotes mis en avant pour mettre en marche et tester, par essais-erreurs, des transformations urbaines. Par exemple, on y travaille le déploiement de panneaux solaires dans un quartier, d'aménagements végétalisés pouvant capter les eaux pluviales, etc.

Ces expérimentations sont aussi, pour les villes et les acteurs urbains, une manière de problématiser l'action et le champ d'intervention, d'organiser les dispositifs et les tactiques pour mobiliser des ensembles hétérogènes d'acteurs, d'affirmer leur légitimité, et donc d'exercer un pouvoir (Bulkeley, Castán Broto et Edwards, 2014). Si cette forme de gouvernementalité, associée à un discours de leadership climatique et de développement urbain durable, peut paraître nouvelle, on en trouve tout de même des équivalents historiques, comme les expérimentations du courant hygiéniste dans les villes françaises dès le XIX<sup>e</sup> (Frioux, 2013) ou d'écologie urbaine à Baltimore au début du siècle précédent (Evans, 2011). Les expérimentations climatiques des villes semblent servir à améliorer non seulement le positionnement politique (Emelianoff, 2013), mais aussi l'attrait de certains réaménagements urbains : on peut dès lors se demander si elles ne servent pas surtout à un marketing territorial du type décrit dans les travaux sur le développement urbain durable (Béal, 2011 ; While, Jonas et Gibbs, 2010).

Pour Harriet A. Bulkeley, Vanessa Castán Broto et Gareth A. S. Edwards (2014), la trajectoire des expérimentations de gouvernance climatique comprendrait trois grandes phases : la fabrique des expérimentations, leur maintenance et leur entretien, leur subjectivation et leur éventuelle circulation par les acteurs qui y participent.

La fabrique des expérimentations consiste en un travail de mobilisation, d'enrôlement et d'alignement pour financer et rendre visible des « espaces d'exception » qui serviront à « tester les limites de ce que cela signifie d'agir sur les changements climatiques en ville » (p. 44). Dans cette étude, on considère que l'aspect démonstratif, pour être attractif et susciter l'intérêt, est essentiel à leur déploiement et à leur pérennité. Il s'agit en même temps d'une forme de performativité du pouvoir d'agir des villes (et de différents acteurs dans la ville) puisque, malgré leur

pouvoir limité, elles peuvent alors se présenter comme des leaders dans l'action.

À la suite de la fabrique des expérimentations, la deuxième phase de leur trajectoire, pour Harriet A. Bulkeley, Vanessa Castán Broto et Gareth A. S. Edwards (2014), concerne la maintenance et l'entretien ; dans une revue plus récente, Bruno Villalba et Hélène Melin (2022) parlent des conditions de viabilisation de l'expérimentation. Pour les premiers auteurs, cette phase implique la capacité de maintenir dans le temps et de reproduire une expérimentation, et ce, dans le contexte de flux métaboliques indisciplinés et de collectifs d'acteurs et d'actants émergents, souvent instables dans leurs liens avec l'ensemble sociotechnique plus large.

La troisième phase traduit l'aspect subjectif, soit le vécu des expérimentations, leur mutation et leur intégration à la vie quotidienne, la façon dont elles seront réappropriées, rejetées ou ignorées dans les milieux de vie et les milieux institutionnels où elles évoluent.

Souvent en dialogue avec le champ des *sustainability transitions*, mais aussi avec le domaine plus vaste des *science and technology studies*, les travaux sur les expérimentations de gouvernance climatique mettent l'accent sur le rôle des villes et le caractère structurant de leurs infrastructures (de logement, de transport, d'énergie, etc.) pour la transformation de leur métabolisme et la production de visions hétérogènes des villes de demain. Ainsi, les expérimentations sont étudiées dans le sens des reconfigurations et des subjectivités nouvelles produites, non pas face à un régime politique, économique et institutionnel désincarné, mais bien en lien avec les structures matérielles, symboliques et sociopolitiques de la ville et de son réseau d'infrastructures.

Par exemple, l'analyse des expérimentations de gouvernance urbaine climatique sur l'énergie ou la gestion de l'eau ne considère pas les politiques publiques en tant que telles, mais plutôt les réseaux d'infrastructures déjà présents, leur inertie matérielle et les manières par lesquelles les expérimentations transforment qui participe, qui est en charge, qui est inclus, exclu, et comment on régule la relation au vivant, l'accès aux ressources, en même temps qu'on élabore des imaginaires sur la ville de demain.

Ces expérimentations ne partent jamais d'une page blanche, même si les discours qui en font la promotion peuvent parfois le suggérer : elles



s’ancrent dans un cadre bâti, dans des initiatives antérieures, dans des réseaux et des débats préalables, qui participent à construire leur trajectoire (Gregg *et al.*, 2020 ; Proulx et Van Neste, 2022). Des travaux récents montrent bien comment les transitions, notamment énergétiques, renvoient à différents enjeux localisés selon des contextes culturels, et suivant des normes et des valeurs inscrites dans les institutions locales, ainsi que dans la matérialité des infrastructures, dans les paysages et les milieux de vie (Rutherford, 2020 ; Castán Broto, 2019 ; Rocher, 2017). Dans ces enjeux, on doit particulièrement s’intéresser aux inégalités sociales et écologiques préexistantes dans les territoires, que les dispositifs d’expérimentation peuvent ignorer ou, à l’inverse, mettre en débat.

***Les expérimentations citoyennes « ordinaires »  
et l’environnementalisme du quotidien***

Les chercheurs insistent beaucoup sur les expérimentations que l’on pourrait qualifier d’« exceptions », portées par le développement technologique, les innovations dans les infrastructures ou le développement urbain ; bref, sur les « hauts lieux » de l’expérimentation plutôt que sur les initiatives citoyennes « ordinaires » (Tommalsi, 2018 ; Elicabe, Guilbert et Lemery, dans cet ouvrage). Toutefois, les travaux des chercheurs en sciences sociales sont de plus en plus attentifs aux pratiques sociales (Shove, Pantzar et Watson, 2012), à leur reproduction et à leur transformation, mais aussi aux pratiques ordinaires des citoyens, consommateurs d’énergie et de ressources (Broto, 2019), qui bricolent et inventent d’autres manières de faire dans leur quotidien et dans leurs projets collectifs. Certains mettent même en avant que nous serions devant l’émergence d’un nouvel environnementalisme du quotidien. Pour David Schlosberg et Romand Coles (2019), plusieurs des mouvements et des initiatives en croissance dans les dernières années partagent certaines caractéristiques et visions. Les initiatives de relocalisation autour de l’agriculture et de la justice alimentaire, la production énergétique locale et communautaire, les réseaux de fabrication artisanale et de réutilisation sont des exemples de cette tendance à agir concrètement pour mettre en place « des structures de rechange pour l’organisation des collectivités et des flux matériels » (p. 250). Parfois critiquées comme individualistes et apolitiques, nous souhaitons plutôt, comme David Schlosberg et Romand Coles, interpréter ces initiatives de « matérialisme durable » comme des actes de

reconstruction des structures collectives, en même temps que de résistance individuelle à des flux circulatoires globaux non durables (comme les systèmes alimentaires industriels ou le complexe d'énergies fossiles).

Ainsi, c'est une autre forme de politique qui serait à l'œuvre ici, celle de la fabrique collective et située d'alternatives, parallèlement aux actes de résistance et de contestation. Cette reconstruction implique un retour à la matérialité : c'est l'imbrication de l'expérimentation dans un tissu de relations au vivant et au non-humain qui est en cause, dans les manières avec lesquelles on se nourrit, on se réchauffe, on s'habille et on habite les territoires. C'est là-dessus que l'on expérimente de nouvelles manières de faire, et autour de quoi des institutions et des pratiques sont créées, reproduites, diffusées.

La théorie des pratiques avancée par Elizabeth Shove, Mika Pantzar et Matt Watson (2012) est utile ici pour saisir l'ampleur des défis que posent les changements dans cette nouvelle forme de politique. Si on accepte que les pratiques quotidiennes s'inscrivent dans des déterminants collectifs (contrairement à la vision plus individualiste des changements de comportement), les pratiques sont fonction de trois composantes : la matérialité (le cadre bâti, l'aménagement du quartier, les techniques disponibles, les systèmes d'approvisionnement, les infrastructures et les autres objets qui participent au phénomène de dépendance à la voiture, par exemple), les normes sociales, culturelles et symboliques (qui expliquent une pratique collective dominante), et les compétences (le savoir-faire, les apprentissages et les habitudes à développer lors de l'adoption d'une nouvelle pratique, par exemple d'autopartage, de vélo ou de zéro déchet). Avec ces trois éléments qui structurent les pratiques quotidiennes – la matérialité, les normes sociales et les compétences, on peut saisir les enjeux, ainsi que la contribution des collectifs mobilisés dans l'expérimentation : ils revendiquent ou transforment eux-mêmes l'environnement, certaines infrastructures et le cadre bâti (la matérialité), ils offrent des solutions de rechange et travaillent ainsi à la fois sur le développement des compétences que sur l'évolution des normes sociales de la domesticité.

De ces trois courants d'études, on retient différentes visions de l'expérimentation. Le tableau 1 différencie les trois approches du point de vue de leur représentation de l'espace de bricolage et de mobilisation pour la transition socioécologique, de ce que les expérimentations cherchent à transformer et enfin des critiques et questions saillantes que cela soulève, dans chaque cas.

TABLEAU 1  
Différentes approches sur l'expérimentation dans la transition socioécologique

Approche analytique sur l'expérimentation	Espace de bricolage expérimental	Ce qui serait transformé	Critiques et questions saillantes
Sustainability transitions	Niche ou arène de transition	Régime dominant de chaque système sociotechnique ; Sentiment de pouvoir agir	Gestion plus ou moins pilotée du changement social
Expérimentation de gouvernance climatique	Projet-pilote de démonstration, avec espace de gouvernance ad hoc qui enrôle de nouveaux acteurs et essaie de nouvelles règles du jeu	Gouvernance et infrastructures dans leurs composantes sociales et matérielles	Usages stratégiques par les pouvoirs publics ou les acteurs économiques : qui expérimente et pour quoi ?
Expérimentation citoyenne de matérialisme durable	Structure locale d'action collective en appui à de nouvelles pratiques quotidiennes	Dépendance aux flux circulatoires globaux ; Pratiques quotidiennes et relations avec le vivant	Caractère apolitique et possible exacerbation des inégalités

Source : auteurs.

Ces approches évoquent également des processus non linéaires de constitution des expérimentations, de maintien et de circulation, de diffusion, de pérennisation, avec des ambiguïtés quant à leur portée. L'ambition des expérimentations n'est pas toujours d'apporter des innovations sur le plan systémique ou de s'institutionnaliser dans un régime, mais d'abord de passer le test du concret, dans le milieu de vie.

Bâtissant sur ces littératures, on définit l'expérimentation comme un parcours ouvert et incertain de bricolage et de mobilisation pour soutenir de nouvelles pratiques et infrastructures du quotidien, à partir du milieu de vie. Le bricolage concerne l'agencement ingénieux de ressources hétérogènes pour faire émerger de nouvelles structures collectives ou mobiliser celles existantes, notamment les groupes, les réseaux de pairs et les appuis institutionnels permettant de maintenir et d'élargir l'initiative dans le temps. Le quotidien renvoie à l'univers du matérialisme durable mis en avant par David Schlosberg et Romand Coles (2019) : comment se nourrir, habiter, se déplacer, se chauffer.

### **Des formes et des degrés de politisation variés**

La littérature discute des initiatives citoyennes de transition socioécologique (qu'elles se revendiquent ou non de ce vocabulaire) comme d'une autre voie d'engagement politique, évitant le mode contestataire, celui de l'expertise environnementaliste détachée des milieux ou celui de l'action individuelle isolée (Mason et Whitehead, 2012 ; McGregor et Croth, 2016 ; Chanez et Lebrun-Paré, 2015 ; Semal, 2013). Nous souhaitons conceptualiser un cran plus loin ce rapport au politique, du point de vue des participants et de ce qu'ils cherchent à accomplir. Notre première question transversale porte donc sur les liens entre engagement dans l'expérimentation et politisation. Il s'agit d'abord de se concentrer sur les effets des formes d'engagement et des imaginaires politiques liés à la politisation des pratiques, du faire ou des activités de la vie quotidienne. Les expérimentations de transition peuvent-elles aussi être saisies comme des expériences de citoyenneté (Clarke *et al.*, 2014) ? Assiste-t-on à une recomposition des formes d'action par leur ancrage dans le tangible (Schlosberg et Coles, 2019) ? À l'enrôlement de nouveaux acteurs, à l'apparition de nouveaux styles de mobilisation et de répertoires d'action ? Comment ces formes d'engagement recomposent-elles

les liens entre vie quotidienne, espace d'habitation, sociabilité et rapports avec les pouvoirs publics ?

Pour Rob Hopkins (dans sa réponse publiée dans Chatterton et Cutler, 2013), la construction de communautés résilientes et autonomes de transition écologique devait être résolument séparée de l'action contestataire, exempte de conflit, inclusive et non culpabilisante. Pour lui, le choix du militantisme d'affrontement comme principal outil serait profondément malhabile, dans « cette époque hors du commun dans laquelle nous nous engageons à toute vitesse », et qui « exige de nouveaux outils » (p. 66). Toutefois, on ne pourrait présumer que cette vision de Rob Hopkins représente la vision dominante de ces initiatives pour ceux qui les portent. Anneleen Kenis et Erik Mathijs (2014) argumentent que les initiatives de transition peuvent trop souvent rester apolitiques et localistes, sans remettre en cause les enjeux et les barrières structurelles à l'œuvre ni les mécanismes d'exclusion que leurs collectifs peuvent sous-tendre. De plus, si certaines de ces initiatives proviennent de communautés plus touchées par ces flux circulatoires – par une répartition inégale de toxines environnementales par exemple (cf. Sze, 2006), plusieurs proviennent de groupes privilégiés qui peuvent être plus ou moins sensibles et explicites à propos de l'exacerbation des inégalités sociales, comme la contribution aux dynamiques d'embourgeoisement, ou la non-reconnaissance de processus coloniaux à l'œuvre (McClintock, 2018). Dans leur critique du mouvement des initiatives de transition, Paul Chatterton et Alice Cutler (2013) mettent aussi en garde contre l'évitement du conflit et l'absence de reconnaissance des inégalités de pouvoir – en voulant trouver un modèle où tout le monde est d'accord, on encourage la reproduction du *statu quo*. Toutefois, Paul Chatterton et Alice Cutler reconnaissent l'utopie de ces initiatives de transition, qui « se fondent sur l'idée que les populations locales peuvent créer des systèmes différents » (p. 56).

C'est justement sur cette construction de systèmes alternatifs que se cristallisent leur caractère politique et leur ambition transformatrice, pour David Schlosberg et Romand Coles (2019). Cette fabrique collective et située d'alternatives et de structures de rechange, discutée plus haut, est politique de trois manières. Premièrement, elle confronte les pouvoirs des grands flux financiers et matériels des systèmes globaux (d'extractivisme, de production intensive, de consommation massive et destructive des milieux), ainsi que leurs effets délétères. Deuxièmement, elle

conteste, par le mode du faire en collectif, des politiques individualistes ou des politiques et valeurs environnementales vides sur le plan de la transformation et des effets. Enfin, cette fabrique collective et située de systèmes alternatifs locaux serait un acte politique par l'importance accordée à la réinsertion éthique des humains dans la nature; cherchant à reconstruire à l'échelle micro, par un matérialisme de proximité et dans leurs pratiques du quotidien, de nouvelles relations avec le vivant. L'argument de David Schlosberg et Romand Coles peut nous mener à penser qu'il y a une politisation des structures de production et d'extraction dans certaines de ces initiatives, mais par l'intermédiaire du faire et de la préfiguration, plutôt que du discours et des représentations politiques. Par des actions concrètes dans le présent, le quotidien et le milieu de vie, la prise sur le futur paraît différente ici de celle élaborée à l'occasion des exercices de visionnement, de prospective ou de délibération (Chateauraynaud et Debaz, 2017); elle implique la construction, l'expérimentation et la justification pratique des chemins à prendre pour la transition, et des collectifs pour y arriver, plutôt que la scénarisation ou la mise en débat. Les différentes formes d'attachement au milieu de vie et au quotidien, passé et présent, (re)politisent-elles la question des prises sur le futur (Kenis et Mathijs, 2014; Semal, 2019; Centemeri, 2019)?

Mais comment définit-on la politisation dans de tels contextes? Sophie Duchesne et Florence Haegel (2004, cité par Hamidi, 2006, p. 10) définissent la politisation comme la capacité de montée en généralité dans les revendications et « la reconnaissance de la dimension conflictuelle des positions adoptées » (sans pour autant avoir un discours revendicateur). La première dimension semble souvent présente dans les expérimentations du quotidien discutées ici, mais pas nécessairement la deuxième. C'est d'ailleurs ce qu'on leur reproche (Chatterton et Cutler, 2013; Kennis et Mathis, 2014). Toutefois, Camille Hamidi (2006) argumente, comme Nina Eliasosh (1998), que le contexte associatif produit en soi des mécanismes d'évitement du politique, et particulièrement du conflit. Les participants peuvent être à la recherche de formes de sociabilité, légères (de voisinage) ou fortes (de communautés soudées), qui vont les éloigner de prises de position conflictuelles. Même indignés, les citoyens dans les associations peuvent vouloir répondre directement aux gens dans le besoin. Camille Hamidi (2006) parle aussi du besoin de sentir que son action est utile, ce qui, selon la position dans l'association,

peut renforcer ou réduire les mécanismes associatifs et communautaires d'évitement du politique.

Joost de Moor et ses collègues (2021) considèrent aussi la politisation des initiatives écologiques locales. Ils observent une tension entre l'ambition de diffusion des expérimentations locales, qui est directement en lien avec leur potentiel transformateur, et la capacité d'adopter une posture agonistique et conflictuelle. La recherche incessante de ressources et de financement, ainsi que des caractéristiques biographiques des participants, peut aussi expliquer, selon eux, la faible politisation explicite de ces initiatives.

Nous retenons de ces écrits une approche pragmatiste et interactionniste de la politisation, qui dépend du contexte dans lequel se déploie l'initiative (Bherer, Dufour et Montambeault, 2023), ainsi que de la subjectivité et de l'ancrage des participants. Rappelons que nous considérons les expérimentations du quotidien comme des parcours ouverts et incertains, où il y a bricolage et mobilisation de structures collectives pour appuyer de nouvelles pratiques et infrastructures du quotidien. La politisation peut donc se jouer non pas dans le discours de justification des problèmes et des solutions, mais dans les épreuves pragmatiques pour construire les conditions locales de pratiques durables – trouver la marge de manœuvre dans les milieux de vie et construire une place dans les régimes d'action publique pour y intégrer ces modalités d'autogouvernance locale et s'en inspirer pour transformer le régime lui-même.

Ainsi, ces expérimentations du quotidien ne sont pas nécessairement déconnectées de l'action publique et des demandes de politiques environnementales et sociales fortes ; les groupes peuvent au contraire demander le soutien de l'État et des autorités locales pour les permettre, pour les soutenir dans le temps, pour les diffuser. Par contre, pour David Schlosberg et Romand Coles (2019), c'est justement l'écart entre les valeurs et le discours écologique scandé par les États et leur faible mise en œuvre effective qui aurait engendré une conception différente, concrète et appliquée de l'acte politique dans un environnementalisme du quotidien autour d'un matérialisme durable. Le fossé contribuant à propulser ce mouvement serait aussi lié à une prise de conscience de la force de l'ensemble circulatoire des flux dans lesquels nos pratiques, nos modes de production et nos institutions sont insérés, et en face duquel il faut montrer et expérimenter des pratiques afin de reconquérir des espaces d'autonomie.

Parallèlement, des expérimentations plus radicales d'occupation, de ZAD (zones à défendre) ou de construction de « communs » et de trajectoires post-capitalistes portent aussi plusieurs des caractéristiques de l'environnementalisme du quotidien et de son matérialisme durable. L'idée de la reconstruction s'articule parfois explicitement autour de la prise en charge collective de biens et de services par les usagers *commons* (Chatterton, 2016). En fait, les expérimentations font partie du répertoire des mouvements sociaux et nous pourrions retracer plusieurs expérimentations sociales de mouvements (de cliniques populaires, de centres de femmes, de coopératives d'habitation, de vélopartage) que l'État-providence ou des structures associatives ont par la suite reprises, cooptées ou institutionnalisées. D'autres expérimentations sont restées dans la marge comme instruments de critique, une composante encore trop peu valorisée de celles-ci et des innovations *grassroots* pour la transition, selon Adrian Smith et ses collègues (2016). On peut tout à fait appréhender l'expérimentation dans la lignée des travaux sur les mouvements sociaux et l'action collective.

L'expérimentation, dans son émergence et son évolution, se heurte ou est facilitée par des pouvoirs politiques et des structures économiques et matérielles. Elle rencontre des épreuves, qui sont liées à son ambition transformatrice plus large, ainsi qu'à la négociation de ses liens avec les pouvoirs publics. Dans ce parcours d'épreuves, la question de la politisation, mais aussi de l'institutionnalisation ou de la pérennité, va nous intéresser.

### **L'institutionnalisation incertaine de collectifs hybrides**

Notre deuxième question transversale porte donc sur les nouveaux liens entre action publique et action collective créés dans et par ces expérimentations ; et sur les formes de pérennisation et d'institutionnalisation que cela entraîne. En effet, la question de l'institutionnalisation, dans le contexte d'expérimentation pluriel décrit précédemment, dépend en partie de qui porte l'expérimentation, ainsi que des collectifs hybrides qui se développent et évoluent avec le temps. Au-delà des situations assez classiques de conflit ou de coopération, il est possible de dégager la production de modalités nouvelles d'hybridation, d'alliance ou de transaction. Par l'expérimentation, certains groupes prônent la déconnexion, l'autonomie, le « faire à la place », d'autres souhaitent peser sur l'évolution des actions



publiques, d'autres enfin participent directement à des processus de coconstruction.

Dans l'action publique pour la transition, des gouvernements ont proposé des modèles similaires à l'environnementalisme du quotidien, localisant à la fois les circuits métaboliques de gestion des ressources et les structures de gouvernance. Tout particulièrement, les villes et les acteurs locaux mettent en place des systèmes autonomes et localisés de gestion des eaux pluviales, de production et de réutilisation énergétiques, de gestion des déchets, de partage de biens et de services de mobilité, etc. (Lorrain, Halpern et Chevauché, 2019 ; Coutard et Rutherford, 2015). Ces modèles sont défendus non seulement pour une transition post-carbone et une économie circulaire, mais également dans certains cas dans une optique de résilience face aux aléas climatiques et aux chocs (Hodson et Marvin, 2009). Le bricolage dans le partage des rôles et des responsabilités se territorialise aussi, avec l'État qui veut enrôler et responsabiliser les individus ainsi que les acteurs de la société civile dans la gestion locale et l'adaptation des territoires, avec toutes les questions que cela soulève quant aux inégalités entre les territoires.

La nouvelle place accordée aux « citoyens » dans la version institutionnelle de la transition transforme-t-elle les modes d'engagement et d'action collective en donnant de nouvelles prises et de nouveaux arguments aux collectifs mobilisés, en valorisant l'expérimentation ? Inversement, en quoi la reprise institutionnelle des initiatives locales produit-elle des effets en retour sur ces initiatives ? Quelles nouvelles médiations et intermédiations se mettent en place entre l'expérimentation citoyenne, les acteurs publics et les modes plus classiques de mobilisation environnementale ? Observons-nous l'émergence de nouveaux acteurs intermédiaires entre la politique du faire (et du *do it yourself*) et celle de la programmation publique de trajectoires de transition ?

Ces transformations demeurent par ailleurs parallèles aux modes d'action publique plus traditionnels. Ainsi, la portée des projets-pilotes et des expérimentations qui mettent à l'épreuve de nouvelles idées et de nouvelles pratiques, ainsi que de nouveaux modes d'agir, est toujours reposée. Les modes de diffusion, la reprise, l'intégration, la circulation et la reproductibilité des expérimentations sont sujets de discussion et remis en question (Turnheim, Kivimaa et Berkhout, 2018) et peuvent inciter à recadrer les initiatives locales pour les rendre « reproductibles » ailleurs.

Il s'agit aussi de considérer de quelle manière sont traitées et mises à jour les asymétries de pouvoir dans les collectifs hybrides et dans les modalités d'intermédiation des expérimentations. Les expérimentations semblent participer à brouiller et à renouveler les rôles classiques des acteurs, dans des espaces apparemment horizontaux qui dissimulent pourtant des inégalités dans les prises, les contrôles et les conséquences de ces espaces d'expérimentation. Dans leurs travaux, Flor Avelino et Julia M. Wittmayer (2016) avancent que les travaux des *sustainability transitions* remettent encore trop peu en question les relations mouvantes de pouvoir à l'œuvre dans les processus d'«expérimentation de transition» et la négociation continue du rôle des acteurs. L'expérimentation, par son mode horizontal de diversification des acteurs, des rôles et des règles du jeu de leurs interactions, favorise-t-elle une ouverture ou une fermeture des possibles modes d'action et des acteurs influents?

En s'interrogeant sur l'institutionnalisation par ces nouvelles hybridations, il s'agit aussi de voir le rapport entre l'expérimentation et les politiques publiques existantes ainsi que leur historique. En effet, cet ouvrage entend contribuer à réinsérer l'expérimentation de transition au sein de l'évolution des politiques environnementales et de lutte contre le changement climatique (Hourcade et Van Neste, 2019). Les collectifs qui interviennent aujourd'hui au nom de la transition affichent la volonté de construire une manière nouvelle de se saisir des enjeux environnementaux et de définir des problèmes publics déjà en partie institutionnalisés et judiciairisés. L'ancrage des expérimentations dans des milieux de vie et des pratiques entraîne-t-il une reproblématisation de l'action environnementale, hors des silos des programmations classiques?

### **De l'expérimentation en milieu de vie : présentation des chapitres**

Pour répondre à ces deux questions, nous examinons une diversité d'expérimentations ancrées de différentes manières dans le milieu de vie. Les études de cas proviennent du Québec et de la France, à Montréal, en Touraine, dans les régions de la Loire, d'Auvergne-Rhône-Alpes, à Montreuil (région parisienne) et à Lyon. Les expérimentations touchent les secteurs du «zéro déchet», de l'énergie communautaire, des nouveaux modes d'habitation avec une participation directe de citoyens dans la gestion des risques d'inondation, des eaux pluviales, du verdissement et

de l'aménagement des milieux de vie. L'association avec le discours de la transition est parfois explicite pour les acteurs qui y participent, tandis que pour d'autres ce sont les chercheurs, dans leur analyse, qui interprètent l'expérimentation comme faisant partie d'un mouvement vers la transition ou même, par leurs recherches-actions, qui participent à coconstruire les expérimentations comme vecteurs de transition, de transformation socioécologique ou d'adaptation aux changements climatiques.

Dans toutes ces initiatives, par ailleurs, le milieu de vie est important pour l'expérimentation. Il correspond au contexte situé d'action collective où les pratiques ordinaires sont configurées en lien avec un cadre bâti, des infrastructures matérielles, des normes sociales, des imaginaires, ainsi qu'avec le tissu d'acteurs et d'actants qui y sont entremêlés. Pour certains, le milieu de vie constitue l'espace d'émergence de l'expérimentation, à partir de l'intime, du familial et de la proximité. Pour d'autres, le milieu de vie est plutôt transformé dans l'expérimentation par un étirement géographique des ressources nécessaires au changement des pratiques. Enfin, pour d'autres qui sont plus près de l'action publique, le milieu de vie est un terreau pour l'innovation, une inspiration pour apprendre des entrepreneurs de pratiques qui ont bricolé, mobilisé et milité pour faire autrement. Souvent, le milieu de vie est aussi un espace à défendre ou du moins un territoire à partir duquel les politiques sectorielles dominantes sont remises en question.

### *L'ancrage dans le milieu de vie*

La première série d'expérimentations abordée est la constitution de nouveaux réseaux et collectifs locaux pour rendre possibles certaines dimensions de la transition socioécologique par les habitants. Dans le premier chapitre, Claudia Cirelli et Patrice Melé discutent de citoyens qui construisent les conditions d'un mode de vie « zéro déchet », par une démarche personnelle et familiale de « conversion », qui consiste en une reprise de contrôle de leur alimentation et de leur consommation, qui s'accompagne rapidement du besoin et de l'attrait de constituer des petits groupes et éventuellement des réseaux facilitant ce changement de pratiques. Les participants souhaitent pour la plupart sortir du mode du « militantisme idéologique » et ont un rapport ambigu au politique et à la

revendication ; c'est dans la construction de structures d'action, de soutien et d'*augmentation du pouvoir d'agir* qu'elles font du politique.

Deux autres types de démarches situées de création de nouveaux collectifs sont examinés dans les prochains chapitres. Celui de René Audet, de Mélissa Le Guerrier, de Mathilde Manon, d'Ian Segers et de Camille Butzbach présente une arène de transition créée par les habitants et les chercheurs pour explicitement soutenir les riverains à l'échelle de la ruelle (donc du voisinage très proche, d'un espace urbain partagé à Montréal). L'expérimentation est explicitement associée à la transition et est analysée sur le plan du développement d'un pouvoir d'agir citoyen. On y voit le rôle important d'un intermédiaire associatif local qui soutient et donne confiance aux citoyens dans le développement d'une vision et de projets citoyens. *Les résultats poussent aussi à s'interroger sur la pérennité de ce pouvoir d'agir lorsque l'expérimentation ainsi que l'ancrage des projets d'expérimentation dans les réseaux plus larges d'innovation sociale prennent fin.*

Une autre expérimentation dans les ruelles montréalaises est analysée par Élie Jalbert, Sophie L. Van Neste et Kregg Hetherington. Nous sommes encore là dans la création d'un collectif, mais celui-ci est plutôt développé par un OSBL professionnel, un consultant, des chercheurs et la municipalité se regroupant autour d'un cadrage plutôt expert de la façon dont les infrastructures urbaines de captation des eaux pluviales gagneraient à mobiliser davantage les citoyens dans les ruelles. Cela en parallèle des structures existantes des comités de ruelle et d'un collectif anarchiste autour d'un terrain autogéré, qui participent à redéfinir ce collectif sous tension de ruelle « bleue-verte ». La politisation se situe dans les rapports de pouvoir autour de qui peut expérimenter et sur quoi, et dans la singularité de l'expérimentation confrontée à la pression de standardisation pour sa répliquabilité et sa généralisation.

### *L'intégration dans le régime d'action publique*

Les trois textes suivants, de Corinne Larrue, d'Antoine Fontaine, de Victor Bailly, de Rémi Barbier et de François-Joseph Daniel, traitent tous d'expérimentations locales qui se définissent en réaction au régime d'action publique qu'elles cherchent à transformer. Les auteurs discutent surtout de l'innovation attendue par l'incorporation accrue de pratiques écolo-

giques habitantes par les pouvoirs publics, mais également de leur évolution ou de leur signification pour les habitants eux-mêmes. Cette incorporation accrue de pratiques citoyennes localisées se fait en mode bricolage dans le cas de l'adaptation aux inondations, sujet couvert par Corinne Larrue, avec une approche plutôt ascendante dont elle remet en question la portée concernant la perception des rôles et des responsabilités des habitants et la production de capacités civiques. Pour Victor Bailly, Rémi Barbier et François-Joseph Daniel, nous sommes à une autre étape de cette incorporation, ou du moins certainement à un autre niveau d'institutionnalisation. Après un mouvement local et la mobilisation d'entrepreneurs de nouvelles pratiques (compostage communautaire, couches lavables), on parle du processus d'ancrage de leurs innovations dans le régime d'action publique de gestion des déchets, du point de vue de l'action publique.

Pour les coopératives villageoises photovoltaïques abordées par Antoine Fontaine, elles viennent aussi en réponse à l'impasse d'une politique de transition énergétique plus individualiste, en face de laquelle s'organisent des collectifs locaux qui viennent contester le seul accent mis sur la rentabilité économique, amenant l'importance de la viabilité locale, du patrimoine territorial et de la participation locale, le comment d'une transition énergétique ancrée dans le milieu de vie s'extirpant des modes extractifs. Là aussi, une certaine diffusion se produit avec des outils et des guides de bonnes pratiques, tout en restant en marge sur le plan des effets de ces coopératives sur le bilan énergétique.

### *Des politisations douces et fortes cohabitent même dans les champs institutionnalisés*

Le verdissement, les écoquartiers et la rénovation écologique semblent trois domaines où l'action publique est bien présente et où des autorités locales se vantent de leurs « bons coups » et de leurs innovations. Et pourtant, les deux derniers chapitres de notre ouvrage problématisent à nouveau ces secteurs d'action du point de vue des citoyens qui y participent à leur manière et avec des significations renouvelées. D'un côté, Rémi Elicabe, Amandine Guilbert et Yannis Lemery traitent d'expérimentations urbaines dans les régions lyonnaise et parisienne du point de vue de leur ancrage dans l'habiter et dans la participation inventive des populations

concernées. En prenant l'exemple d'un terrain vague sous tension pris entre densification urbaine et pratiques de transition écologiques, d'une copropriété en rénovation et d'une coopérative d'habitation, ils s'interrogent sur les liens inattendus entre appropriation citoyenne du technique et pratiques de *care*. Ils nous proposent des pistes d'une politique de transition plus radicale pour une démocratisation ancrée dans les milieux en transformation. Face à cet appel à une politisation plus forte, le dernier chapitre nous amène vers l'autre pôle, pour une reconnaissance des individus qui, à l'inverse, souhaitent demeurer « au pas du politique ». Laurence Bherer et Geneviève Cloutier discutent de ce phénomène en abordant le vécu des expérimentations quotidiennes de verdissement de l'espace urbain. Elles présentent les initiatives non pas comme un mouvement concerté de réappropriation des espaces négligés de la ville, mais comme des bricolages plutôt individuels dont certains débouchent vers des formes douces de politisation et de sociabilisation, ainsi que vers le renforcement des liens avec le vivant à proximité du chez-soi.

Le chapitre de conclusion revient sur nos deux principaux questionnements et propose une lecture transversale des différentes études de cas. Cette lecture transversale porte, d'une part, sur la tension entre politisation et dépolitisation et, d'autre part, sur la tension entre institutionnalisation et volonté d'autonomisation, de la part des groupes impliqués dans ces expérimentations.

**F**ace à la crise climatique, la transition socioécologique se déploie sous la forme d'initiatives citoyennes qui cherchent à transformer les milieux de vie et qui s'organisent autour de pratiques dans différents domaines d'action, notamment en matière de zéro-déchets, de verdissement, de modes d'habiter ou de production d'énergie. La politisation de ces actions est variée et non linéaire : certains prônent une transformation profonde du monde, d'autres revendiquent une place pour des expérimentations citoyennes qui évitent le conflit.

Cet ouvrage, qui explore les liens entre les actions publiques et collectives ainsi que les effets de l'action citoyenne sur les politiques existantes, intéressera autant les chercheurs et les militants que les intervenants dans l'accompagnement des transitions et les aménageurs. Il met l'accent sur l'environnementalisme du quotidien, là où les citoyens préfigurent d'autres modes de vie, ainsi que sur la pérennisation de ces expérimentations.

**Sophie L. Van Neste** est professeure au Centre Urbanisation Culture Société de l'Institut national de recherche scientifique (INRS), titulaire de la Chaire de recherche du Canada en action climatique urbaine.

**Patrice Melé** est professeur des universités à l'UMR CITERES, Université de Tours, CNRS, IUF.

**Corinne Larrue** est professeure émérite des universités à l'École d'urbanisme de Paris de l'Université Paris Est Créteil et au Lab'Urba.

Couverture : photos de Claudia Cirelli, Rémi Éliçabe et Sophie L. Van Neste

34,95 \$ • 28 €

Versions numériques en accès libre  
[www.pum.umontreal.ca](http://www.pum.umontreal.ca)

Les Presses de l'Université de Montréal

**CAPED**  
Collectif de recherche  
Action Politique et Démocratie

ISBN 978-2-7606-5041-1



9 782760 650411